



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

bilan et perspectives

Question au Gouvernement n° 2044

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Marie-George Buffet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-George Buffet. Monsieur le Premier ministre, le Président de la République a déclaré à l'ouverture de la conférence sociale : « Le dialogue social ne peut être une surenchère perpétuelle. » À qui s'adressait cette remontrance ? Au MEDEF, cela me paraît évident ! Celui-ci va toucher l'Euro Millions en baisses de cotisations sociales, sans ciblage et sans aucune garantie pour l'emploi et les salaires. Pardon, il y a l'observatoire des rémunérations. Et il en redemande. Pourquoi se gêner ? Le patronat tousse et le Gouvernement fournit le sirop, avec le pacte de responsabilité. Il menace de boycotter et on lui cède sur la pénibilité, au nom de la compétitivité et de l'emploi.

Mais cela fait des années que ces politiques de déresponsabilisation sociale des entreprises s'appliquent, et le résultat est toujours le même : toujours plus de chômage, de précarité et de baisse du pouvoir d'achat. Le salaire réel a baissé de 1,4 % depuis 2012, la consommation des ménages a reculé de 0,5 %. Cela veut dire des difficultés supplémentaires dans la vie quotidienne des familles, cela veut dire une croissance en berne faute de consommation.

La « rémunération équitable » était à l'ordre du jour de la conférence, mais cet objectif passe par une juste répartition des richesses créées par le travail, vers les salaires et non vers les dividendes. Et là-dessus, quasiment rien.

Monsieur le Premier ministre, quatre syndicats, la CGT, FO, SUD et la FSU, se sont retirés de la conférence sociale. Leur décision n'est pas une péripétie sans conséquence. Elle témoigne du mécontentement provoqué par votre politique et les attaques contre les grévistes.

Vous avez fixé hier, monsieur le Premier ministre, une feuille de route, mais allez-vous enfin entendre l'exigence d'une véritable négociation sur les salaires et la lutte contre la précarité, pour donner à notre pays une base solide de relance et de croissance ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Madame la députée, la grande conférence sociale était un moment important, utile et efficace pour les Français, les salariés et les entreprises.

M. Lionnel Luca. Un bide !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Je regrette qu'un certain nombre d'organisations syndicales aient décidé de ne pas rester jusqu'au bout. Elles ont participé au dialogue, au débat avec le Président de la République et le Gouvernement lundi après-midi, mais elles n'ont pas souhaité être présentes mardi matin. Cependant, je ne doute pas un seul instant qu'elles seront autour de la table à la rentrée, pour discuter des grands chantiers annoncés par le chef de l'État : l'emploi des jeunes, l'apprentissage, la mise en œuvre du pacte et la vigilance nécessaire quant à la destination des aides aux entreprises, et le sujet essentiel de l'investissement. Nous réunirons autour du Président de la République les entreprises, les partenaires sociaux, les collectivités territoriales, car nous savons que la question de l'investissement est essentielle.

Vous pouvez qualifier comme vous le souhaitez la politique du Gouvernement et les résultats de la conférence sociale, mais, avec les ministres présents, notamment le ministre du travail, François Rebsamen, nous considérons que mettre le paquet sur l'apprentissage, c'est utile pour les Français et pour la jeunesse (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI*), que mettre le paquet sur les jeunes, notamment ceux qui sont sans formation, sans emploi et sans stage, c'est utile ! (*Mêmes mouvements.*) Le fait, comme nous l'avons annoncé hier, que 50 000 jeunes bénéficieront de nouveaux dispositifs dès 2015 et 100 000 en 2017, c'est en effet utile, et vous devriez vous en réjouir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Roman. Très bien !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Faire de l'investissement la priorité, parce que c'est utile pour notre économie, c'est aussi un rendez-vous que nous ne manquerons pas. Enfin, comme je l'ai dit encore hier soir, les Français, comme les entreprises, ont, depuis 2010, subi des hausses d'impôts trop importantes - 60 milliards depuis quatre ans -, et c'est devenu insupportable. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. Sylvain Berrios. M. Ayrault est d'accord ?

M. Manuel Valls, Premier ministre . Faire en sorte que, dès 2014, plus de trois millions des ménages voient leur impôt sur le revenu baisser, jusqu'à 700 euros, que 1,9 million de ménages sortent de l'impôt sur le revenu, pour qui est-ce utile, madame Buffet ? Pour les salariés aux revenus les plus modestes !

Le choix que nous avons fait, pour le 1er janvier prochain, de permettre aux smicards de toucher à cette occasion 500 euros, c'est-à-dire la moitié d'un SMIC, pour qui est-ce utile, madame Buffet ? Est-ce une politique d'austérité ou une politique juste ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Nicolas Sansu. Oui, c'est une politique d'austérité !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Augmenter les salaires des fonctionnaires, c'est utile, efficace : qui cela concerne-t-il, madame Buffet ? Voilà la différence entre une politique sérieuse et une politique d'austérité !

Nous allons bientôt présenter la loi de finances pour 2015 et je signerai les lettres plafonds. Vous verrez alors, non seulement que nous préservons les emplois dans l'éducation nationale, mais que nous allons même continuer à les augmenter, conformément aux engagements du Président de la République. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) C'est utile, efficace ; est-ce une politique de rigueur ? C'est une politique qui va dans le sens de l'intérêt général, pour les Français, une politique qui prépare l'avenir, une politique de progrès.

M. Yves Censi. Vous y croyez ?

M. Manuel Valls, Premier ministre . Alors sortons des caricatures. Regardez les résultats de notre politique et de la conférence sociale, et vous verrez que nous pouvons avancer ensemble ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-George Buffet](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2044

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [10 juillet 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 juillet 2014](#)